

Guerres d'hier et d'aujourd'hui : humaniser l'inhumain

Bertrand Badie

L'Europe de la Renaissance, en inventant l'État-Nation moderne, a conféré à la guerre une cruelle fonctionnalité. Très tôt, son principal théoricien politique, Thomas Hobbes l'assimilait à ce « combat de gladiateurs » auquel les communautés politiques n'avaient d'autres choix que de se livrer, puisqu'elles étaient souveraines et ne disposaient donc d'aucune autre voie pour régler leurs litiges. Ainsi naissait le principe de « sécurité nationale » qui allait rythmer, pendant des siècles, les chroniques internationales. Un peu plus tôt, dans ce même dix-septième siècle, Grotius – qui pourtant n'aimait pas la guerre perturbatrice du libre commerce – convenait également que c'était là le moyen le plus évident de régler les différends entre États naissants. Ainsi, la paix n'était-elle qu'une « non-guerre », et la guerre la pièce maîtresse d'un jeu international tout entier abandonné, selon la formule de Raymond Aron, aux « diplomates et aux soldats ». Les sociétés subissaient, s'alignaient, se conformaient aux ordres du prince, acceptant avec résignation cet étrange droit de vie et de mort qu'il avait sur ses sujets... Dans ce sinistre décor, seul un hypothétique « équilibre des forces » pouvait contenir cette histoire de violence continue. On croyait à tout jamais atteint ce règne absolu de Mars, du stratège cynique et rationnel, et d'une géopolitique ramenant l'humain à la simple nature de soldat de plomb, obéissant mécaniquement aux dynamiques de toute configuration géographique.

Ce temps est aujourd'hui révolu et la géopolitique est morte¹. Ce changement fut progressif, au rythme d'une capricieuse appropriation sociale de la guerre. Celle-ci fut amorcée avec la Révolution française, la levée en masse, l'idéologie nouvelle des « soldats de l'an II », la conscription. Mais ce premier souffle fut coupé par la naissance concomitante du national-patriotisme qui disciplina efficacement le soldat en prescrivant sa totale allégeance à l'État. L'idée de guerre juste qui renaissait alors rendait cette

soumission acceptable et même obligatoire, drapée dans une idéologie qui laissait à l'État et à ses chefs une marge appréciable. Cette habile transition n'a plus grand effet de nos jours : le modèle hobbesien – ou encore « westphalien » – est aujourd'hui dépassé par des formes de guerre entièrement nouvelles. Et lorsque ressurgit la version ancienne, elle se fait hybride, contradictoire, pour ne plus tourner à l'avantage, autrefois consacré, du plus fort : le fameux « rapport de puissance » perd désormais son sens.

Trois grandes ruptures expliquent cette mutation historique que certains – et en tout premier lieu les princes, orphelins d'un modèle avantageux – ne veulent pas voir. Le premier coup porté fut celui de la décolonisation. Celle-ci a banalisé un mode nouveau de conflictualité, très marginal auparavant, qui s'émancipe du classique modèle interétatique. L'insurrection des peuples jusque-là dominés devenait, dès la fin de la seconde guerre mondiale, un élément courant de l'agenda international. Par définition, ces peuples n'avaient pas d'État et, plutôt que des armées, ils se mobilisaient derrière des organisations paramilitaires dont les rationalités étaient davantage sociales qu'institutionnelles. Apparaissaient sur la scène internationale des postures nouvelles et surtout une énergie sociale qui, immanquablement, défiait le jeu classique de puissance : désormais, le faible gagnait sur le fort, à tel point que les vieilles puissances ont perdu, depuis 1945, pratiquement toutes les guerres qu'elles ont entreprises. Avec la décolonisation, cette énergie sociale puisait dans des ressources sous-estimées jusque-là : humiliation, sentiment d'être méprisé, marginalisé, installé dans le statut de « race inférieure », chéri par Jules Ferry : on est désormais loin de la grammaire des gladiateurs de Hobbes...

La seconde rupture tient à la chute du Mur de Berlin et au choix stratégique, énoncé à l'époque

¹Badie Bertrand, 2023, *Pour une approche subjective des relations internationales*, Paris, Odile Jacob.

par Michaël Gorbatchev, de ne plus investir dans la concurrence entre blocs. Ainsi prenait fin la dernière formalisation de la doctrine multiséculaire de l'équilibre de puissance (balance of power). Se trouvaient, par la même occasion, démantelées la plupart des structures campistes, des alignements politico-militaires et des alliances qui faisaient l'ancien monde. Seule demeurait la configuration occidental-atlantiste qui allait faire ainsi exception dans un monde dorénavant marqué par un mélange d'extrême fluidité et de conflits nouveaux dérivant des crises globales comme des tensions économiques et sociales liées à la difficile insertion d'un Sud pauvre et spolié dans l'ordre international nouveau. Dans un contexte d'État faiblement institutionnalisé, le rôle moteur des acteurs sociaux et extra-étatiques s'en trouvait renforcé.

Enfin, troisième rupture, la mondialisation changeait en profondeur la nature même des relations internationales. Les paramètres économiques et sociaux s'en trouvaient évidemment considérablement renforcés et la capacité des États mécaniquement amoindrie. Une prolifération de nouveaux acteurs, allant des ONG aux entrepreneurs de toute sorte (identitaires, religieux, locaux...) devenaient des acteurs à part entière du nouveau jeu. Les enjeux globaux, infiniment plus proches des destins humains, l'emportaient sur l'agenda international, même si on cherchait à les minimiser : enjeux climatiques, sanitaires, alimentaires, culturels... Autant de facteurs qui dessinaient de plus en plus les contours de la nouvelle conflictualité: en amont des entreprises djihadistes, le conflit sahélien n'est-il pas marqué par une désertification qui progresse en ses zones de 10 cm par heure et par une crise sanitaire et alimentaire chronique ?

Tout ceci nourrit une conflictualité nouvelle dont les contours originaux avaient déjà été repérés dans la littérature anglo-saxonne dès lors qu'elle se penchait, à l'extrême fin du siècle dernier, sur le conflit frappant l'ex-Yougoslavie². On y devinait déjà plusieurs de ces aspects inédits : conflit intraétatique, combinaison complexe d'unités combattantes de différentes natures, références

identitaires aiguisées, désinstitutionnalisation, fragmentation... En fait, toutes ces caractéristiques, inexistantes ou marginales hier, anormales pour des manuels de stratégie nourris de Hobbes et de Clausewitz, modifient profondément notre culture de la guerre, au point que les vieilles puissances se sentent désorientées, impuissantes, jusqu'à échouer dans toute entreprise qui y ressemble, qu'il s'agisse des guerres de décolonisation, de celles du Vietnam, d'Afghanistan (I et II), d'Irak, de Syrie, de Somalie ou du Sahel.

L'élément central de cette transmutation tient au statut même du combattant et à cette énergie sociale qui relie sa force non plus principalement à ses ressources militaires, mais au rapport complexe qui le relie à la population. Jadis, à l'aube de ces formes nouvelles, Mao Zhe Dong évoquait ce combattant en montrant que ses capacités tenaient à ce lien qui l'immergeait dans la société « comme un poisson dans l'eau ». La formule s'est enrichie depuis, en suggérant la nature multiple de ce lien qui ne vaut pas nécessairement adhésion, mais proximité sociale, familiale, tribale, faite de partage de souffrances, d'idéaux. Autant de référents ancrés dans une identité collective qui cherche à s'affirmer, beaucoup plus que dans une stratégie politique pensée. Le divorce est alors fort entre la discipline des armées, construite sur une allégeance citoyenne prioritaire, dessinée et gérée par le pouvoir politique, et un jeu complexe d'identifications sociales qui alimente les motivations à agir. L'identification suscitée est la force de ceux qui se mobilisent hors de toute médiation politiquement prescrite par un ordre gouvernemental. Elle est la source de cette énergie sociale déjà mentionnée. Elle est profondément décentralisée : elle rappelle ici combien le social est laissé au choix de l'individu. En cela, elle est incertaine dans son intensité conjoncturelle, inattendue et surprenante pour les États classiques, leur rendant la tâche militaire difficile, sans mode d'emploi connu. Elle confirme une fois de plus que le social court plus vite que le politique et déjoue toute planification : l'État n'a plus alors que le

2 Kaldor Mary, 2012 [1999] *New and Old Wars*, Stanford University Press; 3rd edition, Munkler, Herfried, 2005, *New Wars*, Polity, Malden, Massachusetts

choix de la réactivité, entravant et limitant gravement le rôle du stratège.

Pour cette raison, ces conflits de nouvelle génération n'obéissent plus à la sacro-sainte loi du rapport de puissance : que peut faire le canon face au jeu subtil de l'identification, sinon le renforcer, empruntant alors le dédale bien connu du cercle vicieux ? Les vieilles puissances en avaient fait douloureusement l'expérience lors des guerres de décolonisation. Le gladiateur devient alors victime de son statut de « grand » : plus il tente de le réhabiliter, plus il perd...

On comprend alors l'importance d'une variable devenue fondamentale : le poids de la reconnaissance sociale dans ces formes nouvelles de conflictualité. Entretienues par une insécurité humaine mêlée d'humiliations et de frustrations de toute sorte, celles-ci ne peuvent s'apaiser que sous le double effet de la reconnaissance, formule de

paix qui s'inscrit désormais au centre des modes nouveaux de résolution des conflits, mais que pourtant peu de princes acceptent même d'entrevoir. Le premier de ces effets apaisants est lié à la capacité de reconnaître l'extraction sociale de ces guerres nouvelles, d'admettre que la rivalité de puissance n'y est plus première, mais est remplacée par un autre moteur de nature plus sociale sur lequel il faut travailler. Le second tient au retour vers l'humain : pas de paix possible sans respect de l'autre, sans reconnaissance de ses droits égaux, tant sur le plan matériel que sur celui de la dignité. L'alternative est simple : elle est dorénavant entre la « sympathie des âmes », prônée en son temps par Victor Hugo, et la rage de l'humilié auquel rien n'est offert et qui peut, faute de réponse, dépasser même l'imaginable...

Bertrand Badie est professeur émérite des Universités à Sciences Po Paris.